

10 6 JUN 2019 0095271

Document de projet
TOGO



Empowered lives.
Resilient nations.

Titre du projet : Plateforme de dialogue communautaire pour la cohésion sociale

Numéro du projet :

Partenaire de mise œuvre : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Date de début: 25 avril 2019 **Date de clôture:** 31 décembre 2021 **PAC Meeting date:**

BREVE DESCRIPTION

Malgré les divers processus de dialogue et des efforts de réconciliation nationale, la stabilité du pays est toujours fragile, du fait de la vulnérabilité du pays aux violences d'ordre politique, de l'effritement du tissu social, et de la faiblesse des capacités de résilience aux conflits des institutions et des populations. La crise socio politique freine l'élan de la croissance et du développement du pays et constitue un facteur défavorable à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Conscient de cette situation, le gouvernement s'engage dans le Plan national de développement (PND 2018-2022), à œuvrer au renforcement de la cohésion sociale, à l'amélioration de la gouvernance, à l'accélération du processus de décentralisation qui sont des facteurs indispensables à la croissance économique susceptible de créer les conditions idoines d'amélioration du bien-être des populations. Le PNUD considère que si les communes ne font pas des exigences de vivre ensemble et de cohésion sociale des éléments intrinsèques de leurs processus de développement, elles courent le risque de ne pouvoir résister aux situations conflictuelles qui pourraient compromettre leurs espoirs d'atteinte la prospérité attendue du PND et des ODD. Le projet « **Plateforme de dialogue communautaire pour le développement local et la cohésion sociale** » vise l'atteinte de l'Objectif de développement durable ODD 16 dont la réalisation est une condition sine qua non pour tous les autres ODD. Il permettra aux 20 communes ciblées d'avoir des cadres de dialogue inclusifs sur la cohésion sociale et le développement local. Des plateformes collaboratives électroniques soutiendront ces dialogues en favorisant la communication entre les autorités locales, les administrations locales et tous les acteurs. Les femmes et les jeunes sont des acteurs clés du projet.

Effet 4 UNDAF: D'ici à 2023, les institutions publiques aux niveaux central et local appliquent de plus en plus les principes de gouvernance inclusive en mettant l'accent sur la responsabilité, la participation des citoyens, l'accès équitable à des services publics de qualité et la cohésion sociale.

Produit 1.6 : Les capacités techniques des structures nationales et locales, des organisations de la société civile, des jeunes et des femmes sont renforcées pour la prévention et la gestion des conflits et la promotion d'une société plus pacifique.

Gender Marker : GEN 2

Budget	2351017 USD	
ressources totales	UNDP TRAC2:	901017 USD
	Donor:	04000
	Government:	-----

A mobiliser		1425000
-------------	--	---------

Signé par :

Government	UNDP
 <p>Payadowa BOUKPESSI Ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales</p>	 <p>Aliou Mamadou DIA Représentant Résident</p> 
Date: 04 JUIN 2019	Date: 23 MAI 2019

I. DÉFI DE DÉVELOPPEMENT

Le Togo a entrepris ces dernières années d'importantes réformes dans la gouvernance qui lui ont permis d'être parmi le « Top Ten » des pays les plus réformateurs au niveau mondial selon le Rapport Doing Business 2018. Toutefois le pays fait face à des défis persistants pour asseoir une stabilité socio-politique durable nécessaire au pilotage de son processus de développement.

En effet, malgré les divers processus de dialogue et des efforts de réconciliation nationale, la stabilité du pays est toujours fragile, du fait de la vulnérabilité du pays aux violences d'ordre politique, de l'effritement du tissu social, et de la faiblesse des capacités de résilience aux conflits des institutions et des populations. Les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ont relevé que certaines localités connaissent des turbulences intercommunautaires émaillées parfois de violences exacerbées en périodes électorales.

De plus, l'analyse des conflits dans 31 Préfectures du pays commanditée par le PNUD en 2017 a confirmé l'existence de germes de conflits importants dans les communautés notamment les litiges fonciers, les rivalités de la chefferie traditionnelle, des revendications politiques en partie liées à la dévolution et à l'exercice du pouvoir politique, des disputes territoriales entre communautés, les rivalités entre ethnies, les tensions entre propriétaires terriens et exploitants et les relations tendues entre agriculteurs et éleveurs. Il est sans doute les risques de conflits violents sont présents dans les communautés et appellent à des actions adaptées.

Par ailleurs, depuis Aout 2017, la crise socio politique s'est amplifiée avec davantage de revendications pour des réformes constitutionnelles et institutionnelles. Cette situation a non seulement entraîné des violations des droits de l'homme, des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, mais aussi a accru la méfiance entre les acteurs politiques et les citoyens. Elle a aussi engendré sur le plan économique, une baisse du taux de croissance du PIB de 5% à 4,6% en 2017. L'enquête « impact de la crise sociopolitique sur les activités des entreprises (décembre 2017 -janvier 2018) réalisée par la chambre de Commerce et d'industrie du Togo révèle que les entreprises privées ont subi une baisse de chiffre d'affaires allant de 25 à 50% pendant la crise et que certaines grandes entreprises avaient annoncé une réduction d'effectif.

Au regard de ce qui précède, la crise socio politique freine l'élan de la croissance et du développement du pays et constitue un facteur défavorable à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Conscient de cette situation, le gouvernement s'engage dans le Plan national de développement (PND 2018-2022), à œuvrer au renforcement de la cohésion sociale, à l'amélioration de la gouvernance, à l'accélération du processus de décentralisation qui sont des facteurs indispensables à la croissance économique susceptible de créer les conditions idoines d'amélioration du bien-être des populations. Dans cette veine les efforts de médiation conformément à la Feuille de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) soutenus par Nations Unies ont permis la tenue des élections législatives le 20 décembre 2019 boycottées par certains partis de l'opposition. La méfiance entre les acteurs politique persiste, il est

important de soutenir des actions à la base par les communautés de sorte à engager le pays et toutes ses composantes socio-politiques sur la voie de la résolution pacifique et durable des conflits.

Dans ce contexte, le PNUD tout en poursuivant son appui au dialogue politique au niveau national, entend saisir l'opportunité de la décentralisation et l'organisation des nouvelles élections locales tant attendues par les populations depuis 32 ans, pour donner les capacités techniques suffisantes aux nouveaux élus et leurs communes à créer une nouvelle dynamique de la vie en communauté afin de rompre durablement avec les crises cycliques en adoptant des solutions intégrées de développement et de consolidation de la paix basées sur le dialogue et la médiation.

I. STRATEGIE

Bien que plusieurs partenaires notamment l'Union européenne et la GIZ accompagnent le processus de décentralisation en mettant le focus sur l'élaboration des plans locaux de développement dans les communes existants, le PNUD considère que si les communes ne font pas des exigences de vivre ensemble et de cohésion sociale des éléments intrinsèques de leurs processus de développement, elles courent le risque de ne pouvoir résister aux situations conflictuelles qui pourraient compromettre leurs espoirs d'atteindre la prospérité attendue des ODD. De plus, le projet part du constat que la population togolaise est constituée de 46,8% de moins de 18 ans et 40% de moins de 15 ans que ce type de profil démographique est un facteur bien connu d'instabilité sociopolitique et de risque de conflit interne violent, surtout s'il est associé à la pauvreté et au chômage. Les jeunes ne doivent donc pas être inoccupés et marginalisés car leurs capacités potentielles de paix et de relèvement socio-économique doivent plutôt être valorisées et leur identité de citoyens renforcée. C'est pourquoi le PNUD en collaboration avec le Gouvernement les autres partenaires techniques et financiers, entend précisément apporter cette approche pour accompagner les communes, la société civile et les acteurs locaux, les plateformes de femmes et de jeunes à mettre en œuvre des stratégies innovantes visant à consolider la paix, la cohésion sociale pour la promotion d'une approche intégrée de développement et de résolution des conflits dans les communautés. Le projet renforcera en particulier le rôle des jeunes dans la prévention des conflits et l'édification de communes durablement paisibles.

Le PNUD se basant sur ses avantages comparatifs en matière de gouvernance et consolidation de la paix et en particulier l'expérience des Comités locaux de paix établies dans 37 préfectures, va renforcer les capacités techniques des communes à adopter des approches inclusives de dialogue intra et intercommunautaire visant la prévention et la résolution pacifique des conflits afin de créer les conditions favorables à leur développement.

Le projet « **Plateforme de dialogue communautaire pour la cohésion sociale** » vise l'atteinte de l'Objectif de développement durable ODD 16 dont la réalisation est une condition sine qua non pour tous les autres ODD. Le projet permettra au PNUD de renforcer son rôle fédérateur dans la mobilisation des partenaires

techniques et financiers à soutenir les efforts du pays dans la promotion d'une gouvernance inclusive et favorable à la paix sociale. Le PNUD mettra en place une stratégie de partenariat dynamique avec les agences résidentes et non-résidentes du système des Nations Unies (UNICEF, UNFPA, UNDESA, UNOWAS), la Délégation de l'Union Européenne, la GIZ et les partenaires bilatéraux pour appuyer les nouvelles communes sur des interventions combinées de développement, de prévention des conflits et d'édification de la paix.

En effet, ce projet sera une intervention de soutien aux initiatives de développement local dans les communes. Il sera ainsi un pont entre les diverses interventions de développement au niveau communautaire et renforcera l'appropriation des populations de leurs processus de développement dans un climat de paix.

Les stratégies d'intervention seront affinées sur la base d'une analyse rigoureuse des parties prenantes, de leurs besoins de capacités et l'analyse des défis locaux en matière de prévention et de résolution pacifique des conflits. Elles permettront de doter les institutions locales et les acteurs de capacités et outils solides en médiation, dialogue, engagement citoyen afin de les amener à s'entendre sur un pacte social pour le vivre ensemble, à tracer et à suivre ensemble leurs chemins du développement durable dans la cohésion sociale.

De façon opérationnelle, le PNUD facilitera la mise en place d'un mécanisme de coordination et de partage d'informations entre le gouvernement, les institutions locales, les PTF, les réseaux de jeunes et des femmes et des chefs traditionnels pour accompagner le dialogue communautaire. Des solutions et outils variés seront développés avec l'utilisation des technologies de l'information en prenant en compte les réalités de chacune des communes ciblées. Dans cette optique et dans le but de ne laisser personne de côté, le renforcement de la société civile avec la participation, des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés à travers des réseaux d'engagement citoyen sera au cœur du projet.

Par ailleurs, la coopération Sud-sud sera recherchée dans les pays de la CEDEAO notamment le Sénégal, le Bénin et le Ghana au profit des communes bénéficiaires du projet.

Le présent projet est inspiré principalement de la solution type 2 du Plan stratégique du PNUD et de des approches inclusives de prévention des conflits proposées dans l'étude « Chemins pour la paix » du Groupe de la Banque mondiale et les Nations Unies. Le projet s'aligne sur l'effet 4 de l'UNDAF : « D'ici à 2023, les institutions publiques aux niveaux central et local appliquent de manière accrue les principes de redevabilité, d'efficacité et d'inclusion pour des services publics de qualité et la cohésion sociale » et le produit 1.6 du CPD : « Les capacités techniques des structures nationales et locales, des organisations de la société civile, des jeunes et des femmes sont renforcées pour la prévention et la gestion des conflits et la promotion d'une société plus pacifique ».

Le projet part de l'hypothèse que si des plateformes de dialogue sont mises en place dans les communes impliquant tous les acteurs notamment les autorités locales, les femmes et les jeunes sur les questions de

développement local et le vivre ensemble, la redevabilité verticale sera renforcée, la participation à la chose publique locale sera assurée et la cohésion sociale durablement préservée.

II. RESULTATS ET PARTENARIAT

Résultat 1. Les communes ciblées entretiennent des dialogues inclusifs sur les questions de développement et de préservation de la paix

Sur la base des besoins de capacités en prévention des conflits, négociation, médiation, promotion de la paix et cohésion sociale identifiés dans chaque commune, des outils adaptés seront développés pour former les acteurs. Suivant une approche participative et inclusive, ils seront accompagnés à mettre en place et animer des cadres de dialogue pérenne répondant aux besoins des communautés.

L'approche « Ties that Bind 3B / 4D » prônée par un des partenaires de mise en œuvre pour créer des opportunités pour les groupes opposés d'interagir dans des espaces sûrs et de créer des liens sociaux plus résilients, réduisant ainsi les risques de violence est retenue comme des méthodes appropriées pour répondre aux objectifs du projet. A travers des séries de formation, l'approche permettra le renforcement des liens horizontaux en rétablissant la confiance, la réciprocité et les liens entre les individus et les groupes des différentes communautés, avec un accent particulier sur les jeunes vulnérables et les femmes. Ceci constituera la base pour un processus à plus long terme pour améliorer les relations verticales entre les jeunes, les élus locaux ainsi que les acteurs étatiques et politiques au niveau communautaire. La méthodologie guidera les jeunes et les femmes de différents horizons à travers un processus de collaboration afin de définir une vision commune pour l'avenir.

L'approche combine une méthode 4 dimensions d'appréciation (appelée 4D) et une approche de consolidation de la paix (3Bs, Binding, Bonding et Bridging) comme décrit ci-haut.

Les 4D –« Discover, Dream, Design and Deliver » - permettent aux individus de faire face à leurs propres peurs et à leur méfiance, et d'envisager un avenir sans conflit, pauvreté et exclusion et jettent les bases d'un engagement social. Les 3B incluent des activités de reliure pour créer (i) un espace supplémentaire pour la réflexion individuelle et la guérison individuelle, (ii) des activités de liaison pour renforcer les relations au sein des groupes d'identité respectifs, (iii) et les activités de transition développant la confiance entre et parmi les groupes d'identité. La combinaison des 4D et 3B a permis de mettre en place une approche efficace pour aider les groupes, les organisations et les communautés - en crise ou confrontés à des défis – d'examiner de manière introspective les différends de trouver un terrain d'entente, de collaborer pour un bénéfice mutuel et d'envisager un avenir harmonieux.

Résultat 2 : Des plateformes civiques de femmes et de jeunes participent activement à la gouvernance locale et à la cohésion sociale

Le projet vise une participation accrue de qualité des femmes et des jeunes à la gouvernance locale et au renforcement de la cohésion sociale. Ainsi ces catégories spécifiques d'acteurs outillés, apporteront leurs

contributions à l'édification des communes dynamiques prenant en compte les besoins de leurs citoyens et citoyennes dans la gouvernance locale en particulier des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables.

Résultat 3 : Les communes ciblées utilisent des plateformes électroniques collaboratives de communication facilitant l'accès des populations aux informations sur les communes

Cette composante vise à faciliter la communication et la collaboration entre les citoyen(ne)s de chaque commune à travers une plateforme électronique offrant des services d'échanges vocaux, de documents, d'images et de vidéo sur des sujets d'intérêts divers liés à la gouvernance locale et la cohésion sociale, de diffusion d'informations multimédia de l'administration publique locale vers les populations, de transmission de message d'alertes des populations vers l'administration locale, de diffusion d'informations relatives aux différents projets menés par des différents partenaires.

- **Ressources nécessaires**

Le présent projet d'un coût total de 2 351 017 USD sera mis en œuvre sur trois ans (2019-2021). Les ressources de 2019 d'un montant de 901 017 USD sont déjà mobilisées. Un effort de mobilisation de ressources sera poursuivi pour un montant de 1 450 000 USD pour les deux autres années (2020-2021). Le projet sera mis en œuvre par le PNUD en collaboration avec les institutions nationales et partenaires d'exécution en fonction de leurs expertises (les modalités seront consignées dans un protocole d'accord). Le PNUD assurera la coordination générale des activités du projet. Il coordonnera l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des contrats et la préparation de rapports périodiques sur l'exécution du rapport sur la mise en œuvre des activités et des ressources.

Le budget détaillé est en annexe.

- **Partenariat**

Le projet est développé suivant un partenariat de qualité avec les institutions publiques et les organisations de la société civile.

S'agissant de l'ancrage institutionnel, il sera assuré par le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités territoriales. Le Ministère des droits de l'homme et le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation contribueront au renforcement des capacités. Le Ministère en charge de la jeunesse et le conseil national de la jeunesse favoriseront le dialogue constructif des jeunes dans les communes. Les acquis du projet Jeunesse Paix et sécurité initié par l'UNDESA seront renforcés. Le Groupe de travail, Femmes, Jeunes Paix et Sécurité mis en place par le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (UNOWAS) apportera sa contribution dans la mobilisation des femmes.

Des ONG disposant d'outils et d'expériences éprouvées sur les questions de prévention et cohésion sociale sont identifiées. La sélection de ces partenaires de mise en œuvre notamment les ONG Catholic Relief Services (CRS) et le Réseau Ouest africain pour l'édification de la paix (WANEP Togo), et l'initiative Minodoo s'est faite sur la base de critères d'efficacité et d'efficience notamment la présence effective de

l'organisation dans la zone du projet ; ii) l'implication dans cette zone sur la problématique de cohésion sociale, iii) l'existence d'outils et de méthodologies d'intervention ; iv) l'avantage comparatif pour la mise en œuvre de ce type d'activités ; v) la possibilité de synergie avec d'autres projets ou programmes.

Les plateformes électroniques collaboratives de communication vont permettre de fédérer les efforts du Ministère de l'économie numérique, des postes et des innovations technologiques et d'autres partenaires en développement en offrant un cadre d'intégration, de référencement des sujets, projets, initiés par d'autres partenaires dans les communautés ciblées. Ainsi, des initiatives du gouvernement togolais sur plusieurs programmes et projets initiés et mis en œuvre pour assurer un encadrement socioéducatif efficace des jeunes et permettre leur participation à la vie publique, à la prise de décision et à l'édification de la paix le tout axés sur la promotion des valeurs citoyennes, le civisme, la paix et la cohésion sociale, la culture entrepreneuriale, l'implication des jeunes dans la réalisation des ODD seront capitalisés dans le cadre de ce projet. Ces programmes et projets seront relayés par les plateformes électroniques qui seront mises en place et accessibles aux populations. Les interventions d'autres partenaires tels que l'Union européenne et de la GIZ qui accompagnent le processus de décentralisation en mettant le focus sur l'élaboration des plans locaux de développement dans les communes existants seront également prises en compte sur la plateforme.

Le Projet s'inspirera des solutions innovantes en cours d'expérimentation telle que l'initiative Neny City, une plateforme d'alerte précoce dans la préfecture de Zio soutenue par l'Ambassade des USA.

- **Risques et hypothèses**

Les risques identifiés et nécessitant des mesures de mitigation sont relatifs aux troubles socio-politiques, à l'adhésion des populations au projet et les risques technologiques.

Risques	Probabilité d'occurrence (élevée, moyenne, faible)	Gravité de l'impact du risque (élevé, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation
Troubles socio-politiques	Moyenne	Moyenne	Intensification de la campagne pour la paix, surtout à l'approche des élections. Partenariat avec des organisations locales basées dans les zones.

Faible adhésion à la cause de la paix et aux objectifs du projet par certains groupes	Faible	Moyenne	Approche inclusive et participative de tous les acteurs et partenaires pour la définition des orientations par rapport à l'évolution de la situation. Bonne communication sur les objectifs du projet et impartialité du PNUD. Partenariat avec des organisations locales basées dans des zones d'insécurité.
Risques liés à la disponibilité de la connectivité Internet et à la disponibilité des terminaux	Moyenne	Moyenne	La modalité SMS sera intégrée à la plateforme
Risques liés à l'analphabétisme de certaines couches des populations communes	Faible	Faible	La conception de la plateforme prendra en compte cette catégorie de personnes et une solution adaptée y sera intégrée.

Il existe des hypothèses devant favoriser le bon déroulement du projet notamment l'engagement du Gouvernement dans le Plan national de développement à renforcer la gouvernance locale et la cohésion sociale ainsi que l'accélération du processus de décentralisation et la tenue prochaine des élections législatives.

- **Les parties prenantes**

20 communes dans les régions maritime, des plateaux et de la centrale, de la Kara et des savanes seront les bénéficiaires directs du projet. Cette phase pilote prendra en compte des communes bénéficiaires des interventions de la GIZ en matière de décentralisation à savoir Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong, Mango, Bassar, Sotouboua, Amlamé, Pagouda...) dans la mesure où la particularité du projet est de soutenir les interventions de développement dans les communautés afin de prévenir les risques de conflits tout en renforçant la cohésion sociale nécessaire à la réussite du processus de développement local.

Le projet démarrera avec une cartographie des acteurs dans chaque commune ciblée, l'évaluation de leurs besoins en renforcement des capacités pour assurer leur pleine participation à la vie publique locale.

Les autorités locales, les organisations de la société civile notamment des femmes et des jeunes et autres sont à la fois acteurs et bénéficiaires du projet, ils seront ainsi engagés à travers des ateliers de renforcement des capacités, et des cadres de dialogues et des séances de sensibilisation.

Les jeunes étant au cœur du projet bénéficieront d'activités spécifiques inspirées de la stratégie des Nations Unies « Jeunesse pour 2030, travailler et pour la jeunesse » et la résolution 2250 sur Jeunesse Paix et Sécurité. Il en est de même des femmes dont la participation active des femmes au projet conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

- **Coopération Sud-sud**

Le projet favorisera des voyages de coopération Sud-sud au Ghana ou au Rwanda qui ont l'expérience de la reconstruction du vivre ensemble entre et au sein des communautés.

- **Gestion des connaissances**

Le projet permettra la production d'outils variés d'apprentissage et de plaidoyer. L'effet multiplicateur du projet sera ainsi assuré dans la mesure où les personnes formées utiliseront les outils développés pour former d'autres.

Concernant la composante Plateforme collaborative électronique, certains produits spécifiques viendront améliorer, la visibilité, les bases de connaissances, les expériences, les leçons, tirés du projet à savoir

- Un site web d'information,
- Les bases de données et de connaissances des différentes informations échangées ;
- L'évaluation d'appréciation des populations de certaines initiatives par notation.

Le projet sera soutenu par un plan de communication solide qui permettra de communiquer en permanence sur les résultats du projet, de susciter l'intérêt d'autres communes à s'inspirer de l'expérience du projet. Il permettra aussi de partager avec d'autres bureaux les bonnes pratiques du projet à travers Yammer ou le Global policy network, la communauté des praticiens du PNUD.

- **Durabilité et mise à l'échelle**

Le projet sera intégré dans le système de gouvernance dans les communes qui le portent de sorte qu'elles en assurent la pérennité à travers l'institutionnalisation des cadres de dialogue et l'utilisation des plateformes collaboratives électroniques dans leur mode de fonctionnement. Cette approche assurera l'appropriation et la durabilité des résultats du projet. La réussite de cette phase pilote permettra de l'étendre à d'autres communes en prenant en compte les enseignements de cette première expérience.

III. GESTION DU PROJET

- **Efficacité et efficience**

L'efficience et l'efficacité de la gestion du projet sera assurée à travers l'approche d'intervention qui consiste à utiliser des solutions déjà testées par d'autres partenaires et les renforcer par des éléments nouveaux tels que l'utilisation des plateformes électroniques de partage d'information en vue du

renforcement de la cohésion sociale dans les communes. Des outils de renforcement des capacités étant déjà développés et expérimentés, les fonds du projet seront utilisés uniquement pour la reproduction. De plus le présent projet mis en œuvre en complémentarité du projet de prévention des conflits financés par le fonds de consolidation de la paix, les ressources humaines de ce projet seront mises à profit pour appuyer la gestion du projet de plateforme.

Par ailleurs les autorités communales étant des acteurs de la mise en œuvre, le projet s'appuiera sur les dispositifs disponibles dans les communes de sorte à optimiser la gestion des coûts. La stratégie de suivi-évaluation, celle de la communication du projet sera intégré dans aux stratégies globales du bureau de sorte à en assurer le partage de coût avec d'autres projets.

IV. CADRE DE RESULTATS

EXPECTED OUTPUTS	OUTPUT INDICATORS ¹	DATA SOURCE	BASELINE		TARGET			DATA COLLECTION METHODS & RISKS
			Value	Year	Year 1	Year 2	Year 3	
Output 1 : Les communes ciblées entretiennent des dialogues inclusifs sur les questions de développement et de préservation de la paix	1.1 Nombre de collectivités locales renforcées qui organisent le dialogue inclusif sur les questions de développement et de préservation de la paix		0	2019	6	13	20	
Output 2: Des plateformes civiques de femmes et de jeunes participent activement à la gouvernance locale et à la cohésion sociale	2.1 Nombre d'initiatives de plaidoyer et de sensibilisation menées par les plateformes de jeunes et femmes renforcées dans chaque commune		0	2019	5	15	25	
Output 3 : Les communes ciblées utilisent des plateformes collaboratives de communication facilitant l'accès des populations aux informations sur les communes	3.1 Une plateforme collaborative électronique existe dans les communes		Non	2019	oui	oui	oui	

¹ It is recommended that projects use output indicators from the Strategic Plan IRRF, as relevant, in addition to project-specific results indicators. Indicators should be disaggregated by sex or for other targeted groups where relevant.

V. SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux politiques et procédures de programmation du PNUD, le projet sera suivi au moyen des plans de suivi et d'évaluation suivants :

Plan de suivi

Activité de suivi	Objet	Fréquence	Action attendue	Partenaires	Coût USD
Suivi de la progression des résultats	Les données d'avancement par rapport aux indicateurs de résultats du RRF seront collectées et analysées pour évaluer les progrès du projet dans la réalisation des résultats convenus.	trimestrielle	Les progrès plus lents que prévu seront traités par l'équipe de gestion du projet.	Spécialiste suivi du PNUD et de la partie nationale	10000
Suivi et gestion des risques	Les risques spécifiques identifiés dans le projet seront surveillés et des actions de mitigations anticipées ou entreprises à temps. Cela comprend les mesures et les plans de surveillance éventuellement nécessaires conformément aux normes sociales et environnementales du PNUD. Pour les risques financiers, les audits seront menés conformément à la politique du PNUD.	trimestrielle annuelle	Les risques sont identifiés par la direction du projet et des mesures sont prises pour gérer les risques. Le journal des risques est activement maintenu pour garder une trace des risques identifiés et des actions prises.	Spécialiste suivi du PNUD et de la partie nationale	15000
Apprentissage	Les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons issues d'autres projets et partenaires seront régulièrement capturées puis intégrées au projet.	Au moins une fois par an	Les leçons pertinentes sont capturées par l'équipe de projet et utilisées pour éclairer les décisions de gestion.	Equipe de projet, Spécialiste suivi du PNUD et de la partie nationale	

Assurance qualité	La qualité du projet sera évaluée par rapport aux normes de qualité du PNUD afin d'identifier les forces et les faiblesses du projet et de guider la prise de décisions de la direction en vue de son amélioration.	Au démarrage (2019) Après deux ans A la clôture	Les points forts et les points faibles seront examinés par la direction du projet et utilisés pour éclairer les décisions prises afin d'améliorer les performances du projet.	
Révision et correction	La revue interne des données et des preuves issues de toutes les actions de surveillance pour éclairer la prise de décision.	annuelle	Les données de performance, les risques, les leçons et la qualité seront discutés par le comité de projet et utilisés pour apporter des corrections de parcours.	
Rapports	Un rapport d'avancement sera présenté au conseil d'administration du projet et aux principales parties prenantes. Il contiendra des données indiquant les résultats obtenus par rapport aux objectifs annuels prédéfinis au niveau des résultats, le résumé de l'évaluation de la qualité du projet annuel, un risque actualisé assorti de mesures d'atténuation et tout autre résultat. rapports d'évaluation ou d'examen préparés au cours de la période.	Annuelle et à la fin du projet		

<p>Revue du Projet (comité de pilotage)</p>	<p>Le mécanisme de gouvernance du projet (c'est-à-dire le comité de pilotage du projet) organisera des examens réguliers du projet afin d'évaluer ses résultats et du plan de travail pluriannuel afin d'assurer une budgétisation réaliste tout au long de la vie du projet. Au cours de la dernière année du projet, le comité de pilotage du projet organisera un examen de fin de projet afin de saisir les enseignements tirés et d'examiner les possibilités de passage à une échelle plus grande.</p>	<p>Annuelle A la clôture</p>	<p>Any quality concerns or slower than expected progress should be discussed by the project board and management actions agreed to address the issues identified.</p>		
--	--	----------------------------------	---	--	--

VI. PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL

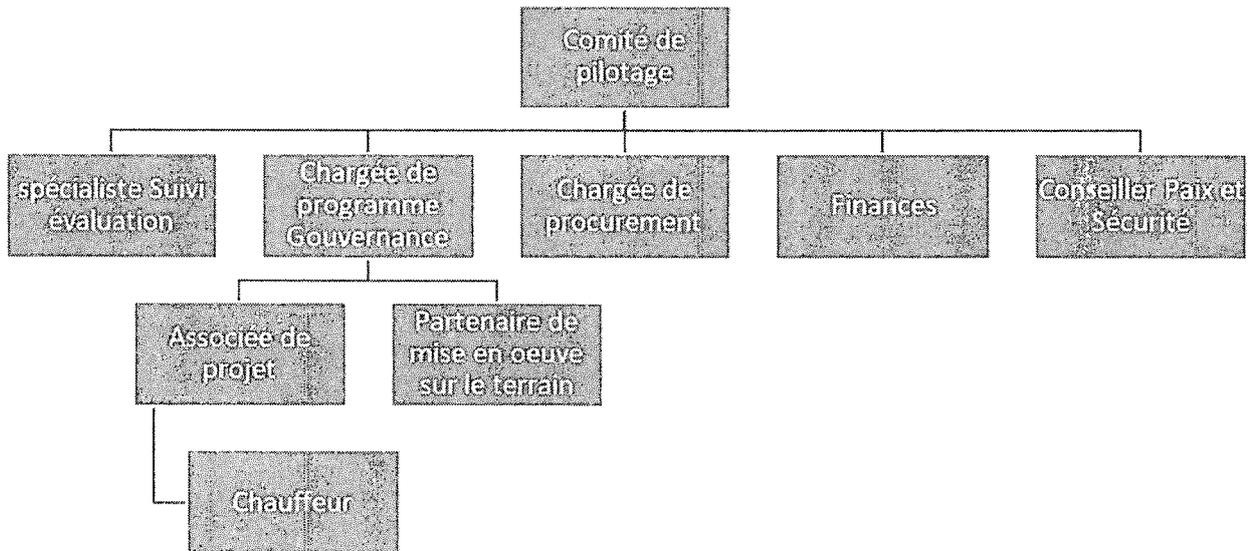
RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	ANNEES			PARTENAIRE D'EXECUTION	Sources financement	Description du budget	PLANNED BUDGET		
		A1	A2	A3				2019	2020	2021
<p>Output 1: Les communes ciblées entretiennent des dialogues inclusifs sur les questions de développement et de préservation de la paix</p> <p>Gender marker: GEN 2</p>	<p>1.1 Appui aux activités de renforcement des collectivités locales sur le cadre juridique et institutionnelle de la décentralisation et la gouvernance locale</p>	x	x	x	Ministère de l'administration, de la décentralisation et des collectivités locales Communes	PNUD		50000	50000	50000

Output 2: <i>Des plateformes civiques de femmes et de jeunes participent activement à la gouvernance locale et à la cohésion sociale</i> Gender marker: GEN3	2.1 Renforcement des capacités techniques des membres des organisations communautaires en particulier les organisations de femmes et de jeunes sur la participation citoyenne et la prévention des conflits dans les communes ciblées	x	x	x	PNUD/Communes/ CRS	PNUD	50000	50000	50000
	2.2 : Plaidoyer et sensibilisation dans les communes (les écoles, les médias, les marchés)	x	x	x	PNUD Communes WANEP		50000	50000	50000
	2.3 Cadre de dialogue des jeunes sur la prévention des conflits, la sécurité communautaire et le leadership des jeunes et	x	x	x	Ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse Conseil national des jeunes		50000	50000	50000
	2.4 Création des clubs de paix et de leadership des filles dans les écoles, collèges et lycées	x	x	x	PNUD /WANEP Togo		50000	50000	50000
	Sous-Total pour le résultat 2						150000	150000	150000

Output 3: Les communes ciblées utilisent des plateformes électroniques collaboratives de communication facilitant l'accès des populations aux informations sur les communes	Activité 3.1 : Conception Mise en place de plateformes électroniques collaboratives d'accès et de partage d'informations dans les 20 communes du projet	x	x	x	Ministère de l'économie numérique, postes et innovations technologiques Minodoo	PNUD	200000	50000	50000
	3.2 Acquisitions d'équipements informatiques et mobiliers pour 6 communes	x	x	x	PNUD	PNUD	100000	100000	100000
	3.3 Renforcement des capacités des acteurs	x	x	x	Ministère de l'économie numérique, postes et innovations technologiques Minodoo	PNUD	25000	25000	25000
	Sub-Total pour le résultat 3						325000	175000	175000
	Mise en œuvre, SUIVI, Evaluation, communication				PNUD	PNUD	726017	100000	100000
	TOTAL BUDGET DU PROJET						901017	725000	725000
							2352017		

VII. GOUVERNANCE ET ARRANGEMENT DE GESTION

Structure de gestion du projet



VIII. ANNEXES

1. Rapport assurance Qualité
2. Analyse de risque
3. Evaluation des capacités du partenaire de mise en oeuvre
4. Termes de référence du Comité de pilotage